





# PLAN « HERCULE » D'ÉCLATEMENT D'EDF ET DE PRIVATISATION PARTIELLE, ENVOLEE DES TARIFS :

## EMPÊCHONS LE HOLD-UP CONTRE LE SERVICE PUBLIC HISTORIQUE DE L'ÉLECTRICITÉ

Les hausses des tarifs de l'électricité du 1er mai et du 1er août (7,2% au total) sont durement ressenties par les usagers : un prélèvement moyen de 150 euros par an. Les médias les ont pourtant à peine notées alors que les effets des hausses des carburants sur le pouvoir d'achat des travailleurs font l'actualité depuis un an.

Cette discrétion s'explique par le projet, nouveau scandale d'Etat, que le gouvernement et l'UE ont combiné : l'éclatement d'EDF. Le plan s'appelle « Hercule ». Il consiste à diviser les activités d'EDF en deux entreprises distinctes : « EDF-Bleu » et « EDF-Vert ». Le vote définitif par le Parlement de la loi dite « climat », le 10 septembre, a ouvert la voie à « Hercule ».

L'arnaque est facile à comprendre. « EDF-Bleu » resterait 100% public. Le public prendra en charge l'investissement, notamment l'entretien du parc nucléaire, et les coûts du réseau de transport d'électricité.

« EDF-Vert » comprendra la commercialisation, la distribution et le « renouvelable ». Il sera rapidement privatisé (dès le départ à 35%) et rebaptisé. Il deviendra, comme ses concurrents, un marchand privé revendant au prix maximum, suivant les marchés spéculatifs, l'électricité nucléaire bon marché « d'EDF-Bleu ».

« EDF-Vert », comme les autres opérateurs privés, pourra toucher les subventions colossales, prélevées sur nos factures (taxe CSPE), pour financer des « énergies renouvelables », coûteuses, inefficaces le plus souvent, suivant même les critères « environnementaux » avancés.

Pendant ce temps, avec l'UE, le gouvernement organise la privatisation des barrages hydrauliques d'EDF, totalement amortis. Aux usagers encore de payer les 5,7 milliards d'euros des compteurs intrusifs « Linky », principalement destinés à organiser la concurrence (et à fliquer les consommateurs).

Socialisation des investissements, privatisation des profits ! Entreprise publique unifiée, EDF actuel, ainsi que les tarifs régulés nationaux, sont un obstacle au profit maximal sur ce bien essentiel, pour tous, qu'est l'électricité. La marge de profit est énorme. En Allemagne, où les prix continuent d'augmenter, le kilowatt heure est vendu (rançonné) 77% plus cher qu'en France. Déjà, des millions



de Français ont froid. En 2018, il a été procédé à 228472 coupures et 211797 réductions de puissance. Sans parler de l'envolée des prix du gaz depuis 15 ans suivant la même politique.

En parallèle, au moins 10000 postes d'agents d'EDF qualifiés, formés dans l'esprit du service public, sont menacés.

Les forces existent pour riposter et mettre en échec ce hold-up d'Etat que Macron concrétise, avec l'UE, s'appuyant sur les bilans de Hollande et Sarkozy. Les mobilisations pour le pouvoir d'achat des salaires se sont multipliées. Des centaines de collectifs anti-linky se sont constitués. Des amicales de locataires s'organisent. Les agents d'EDF, avec leurs syndicats tous unis, organisent la résistance. Une journée de mobilisation nationale est prévue le 19 septembre.

La bataille pour le service public EDF se déroule dans les mêmes termes que la bataille pour le service public SNCF (également RATP) attaqués par les mêmes politiques européennes de marchandisation. La SNCF est divisée comme EDF en « SNCF mobilités » et « SNCF réseau ». Les convergences précises d'intérêt et de lutte existent, sur la base des grands acquis populaires qu'ont été les nationalisations de 1936 et 1945.

**Communistes, nous vous proposons de signer cette pétition, à l'adresse du Président de la République Macron.**

**Elle sera mise à la disposition des syndicats d'EDF.**

Nous exigeons :

- L'annulation des augmentations des tarifs de l'électricité du 1er mai et du 1er août 2019
- L'abandon immédiat du projet « Hercule » de démantèlement d'EDF
- Le maintien des tarifs nationaux régulés
- La renationalisation à 100% d'EDF et de ses filiales, le retour au statut d'établissement public
- Le rejet de l'application des directives européenne de mise en concurrence de l'électricité et le rétablissement du monopole public du transport et de la distribution d'électricité.